



## PANORAMA JURIDIQUE 2017

Vous n'avez pas eu le temps de vous mettre à jour des dernières obligations ou informations juridiques... Après une année 2017 particulièrement riche ? **le service juridique a sélectionné parmi les informations juridiques déjà diffusées celles qui ont marqué particulièrement cette année et que vous pourrez consulter, archiver et utiliser selon vos besoins.**

### UN NOUVEAU SUIVI MÉDICAL DE VOS SALARIÉS...

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

- la visite médicale d'embauche a été **remplacée par une visite d'information et de prévention, sauf pour les postes à risques.**
- la **périodicité** des visites a été **espacée.**

Cette visite doit être :

- réalisée dans un **délai maximum de 3 mois à compter de la prise effective de poste**, à l'exception notamment des travailleurs de nuit, de ceux âgés de moins de dix-huit ans pour qui elle doit être réalisée préalablement à l'affectation sur le poste.
- renouvelée dans un **délai maximum de 5 ans** (durée définie par le médecin du travail).

**A noter** Certaines catégories de travailleurs bénéficient de modalités de suivi médical adaptées : travailleurs handicapés, titulaires d'une pension d'invalidité, travailleurs de nuit (périodicité n'excédant pas 3 ans).

**Attention !** Un suivi individuel renforcé est prévu pour les travailleurs qui sont exposés à des risques particuliers définis à l'article R.4624-23 du Code du travail :

- *amiante, plomb...*
- *tout poste nécessitant un examen d'aptitude spécifique prévu par le code du travail : notamment en ce qui concerne notre secteur d'activités, sont concernés les travailleurs habilités à effectuer des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage.*

Ce suivi renforcé comprend des règles particulières et notamment un **examen médical d'aptitude** (se substituant à la visite d'information et de prévention) **réalisé préalablement à l'affectation au poste.**

**A noter** Des cas de dispense de l'organisation de la visite d'information et de prévention (ou de la visite médicale d'aptitude) sont prévus mais uniquement **sous certaines conditions cumulatives.**

Retrouvez une synthèse des principaux changements concernant le suivi médical de vos salariés en consultant notre Info Juridique de mars 2017 à l'adresse suivante\* :

[http://dica.definima.net/Newsletter/2017/04/03/IJ\\_avril2017.html](http://dica.definima.net/Newsletter/2017/04/03/IJ_avril2017.html)

### UNE NOUVELLE REFORME DU CODE DU TRAVAIL : LES ORDONNANCES MACRON DU 22 SEPTEMBRE 2017...

Nous vous avons tenu informé de la **publication des ordonnances Macron** qui ont fait grand bruit et impactent de nombreuses dispositions du droit du travail.

Certaines de leurs mesures sont d'application immédiate et d'autres d'application différée.

Sont notamment concernés les thèmes suivants :

- **le licenciement** : mise en place de barèmes obligatoires pour fixer le montant de l'indemnité des licenciements sans cause réelle et sérieuse, valorisation du montant de l'indemnité légale de licenciement, imprimés « types » (CERFA) de lettre de licenciement...
- **la négociation** : primauté de l'accord d'entreprise et pré carré de l'accord de branche pour certaines questions (salaires minima, classifications, égalité professionnelle...).
- **la pénibilité** : moins de facteurs de risques à déclarer et des cotisations supprimées.
- **la représentation du personnel** : mise en place du Comité Social et Economique (CSE) instance unique regroupant les DP, le CE et le CHSCT (mesures transitoires prévues).
- **le télétravail** : assouplissement de la réglementation...

Accédez à une synthèse des principaux changements présentés sous forme de tableaux en consultant notre Lettre juridique de novembre/décembre 2017 à l'adresse suivante\* :

<http://www.la-dica.com/themesjuridiques/lettres-juridiques-de-la-tribune/>

### LA MISE EN PLACE DE VOTRE REGISTRE PUBLIC D'ACCESSIBILITE...

Tout établissement recevant du public (ERP) doit être accessible aux personnes atteintes d'un handicap et disposer d'un registre public d'accessibilité, **document obligatoire depuis le 30 septembre 2017.** Le registre public d'accessibilité a pour objectif d'informer le public sur le degré d'accessibilité de votre établissement et de ses prestations.

**EN PRATIQUE** : l'Administration conseille d'organiser le registre **en deux parties** :

- **une fiche informative qui synthétise les informations essentielles** (cf modèle type accessible aux adresses ci-dessous)

- **l'ensemble des pièces relatives à l'accessibilité déjà existantes selon la situation de l'ERP** (attestation accessibilité, attestation achèvement de travaux...).

**CONCRETEMENT** : Il vous est toujours possible de vous mettre en conformité avec la réglementation applicable. Des documents (guide pratique, supports pré-remplis) ont été mis en ligne sur le site du Ministère pour aider à la mise en place de ce registre.

Retrouvez tous les liens utiles d'informations dans nos Minutes Juridiques des 31 mai et 14 juin 2017 et dans notre Info Juridique d'octobre-novembre 2017 aux adresses suivantes\* :

<http://www.la-dica.com/Newsletter/2017/06/01/index.html>

<http://www.la-dica.com/Newsletter/2017/06/15/index.html>

<http://www.la-dica.com/themesjuridiques/infos-juridiques/>



## UNE NOUVELLE OBLIGATION EN MATIERE D’AFFICHAGE...

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2017 au sein de votre entreprise, une **signalisation apparente doit rappeler l’interdiction devapoter** dans « les locaux recevant des postes de travail situés ou non dans les bâtiments de l’établissement, fermés et couverts, et affectés à un usage collectif, à l’exception des locaux qui accueillent du public ».

Notre conseil : Mettre en place cet affichage **aux mêmes emplacements que pour l’interdiction de fumer**.

**EN PRATIQUE** : Contrairement à l’interdiction de fumer, dont un modèle de signalisation est fixé par arrêté, rien n’est prévu pour l’interdiction de vapoter.

Nous avons établi un modèle de signalisation disponible sur notre boutique en ligne : [www.dica-print.fr](http://www.dica-print.fr)

Faites le point de vos obligations et des informations que vous devez communiquer à vos salariés en consultant notre fiche pratique dédiée (FP6) à l’adresse suivante\* :

<http://www.la-dica.com/themesjuridiques/fiches-sociales/>

## UNE OBLIGATION DE DENONCIATION DE VOS SALAIRES ET DE VOS CLIENTS AUTEURS D’INFRACTIONS ROUTIERES...

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, vous devez **communiquer l’identité et l’adresse du salarié ou du client qui conduisait un véhicule de votre société** par lettre recommandée avec demande d’avis de réception ou de façon dématérialisée, selon certaines modalités dans un délai de quarante-cinq jours à compter de l’envoi ou de la remise de l’avis de contravention, à l’autorité mentionnée sur cet avis.

Pour rappel :

- **Ne concerne qu’un certain nombre de contraventions telles que** : la vitesse maximale autorisée, le port d’une ceinture de sécurité, l’usage du téléphone tenu en main, l’usage de voies et chaussées réservées à certaines catégories de véhicules, le respect des distances de sécurité entre les véhicules, la circulation sur les bandes d’arrêt d’urgence...

- **Des exceptions** sont prévues notamment en cas de : vol, usurpation de plaque d’immatriculation ou tout autre événement de force majeure, ou encore si vous n’exercez pas votre activité au moyen d’une personne morale, ou que votre société n’est pas titulaire du certificat d’immatriculation et/ou ne détient pas le véhicule.

Pour connaître le détail de vos obligations et les modalités de dénonciation, reportez-vous à notre fiche pratique dédiée (FP9) à l’adresse suivante\* :

<http://www.la-dica.com/themesjuridiques/autres-fiches/>

## ETES-VOUS AU POINT CONCERNANT LA PROCEDURE D’IMMATRICULATION DES VEHICULES ?...

**Fermeture des préfectures depuis le 6 novembre dernier**  
**2 systèmes coexistent** désormais pour les professionnels habilités :

- **Le SIV** = toutes les opérations traitées jusqu’à présent avec le SIV.  
- **Le site de l’ANTS** = les autres opérations traitées jusqu’à présent en préfecture.  
= feront l’objet d’une TPS (téléprocédure spécifique) (pour vous ne concerne que la demande de duplicata) ou d’une TPC (téléprocédure complémentaire) et sont instruites par les CERT (9 CERT ont pris le relai des préfectures).

**A noter** A présent, les TPS et les TPC sont accessibles aux particuliers.

Depuis le 16.08.2017 **nécessité de pouvoir justifier, sur demande du Ministère de l’Intérieur, à l’occasion d’une demande d’immatriculation** :

- **De l’assurance** de son véhicule ;
- **Recueil obligatoire de l’engagement du propriétaire d’assurer** son véhicule via le mandat ;
- **Mais simple invitation à archiver** les copies d’attestation d’assurance ou de carte verte.
- **D’un permis de conduire** lorsqu’il s’agit d’une personne physique.  
**Si le propriétaire n’a pas le permis** :
- Désignation d’un titulaire principal
- Le propriétaire est **co-titulaire**.

**Mais aussi** :

- Un nouveau modèle CERFA pour le mandat et le certificat de cession.
- Une obligation pour le nouveau propriétaire du véhicule en possession de l’ancien CIV de le conserver pendant 5 ans puis de le détruire.

**Des informations pratiques** :

- Une FAQ validée par le ministère de l’Intérieur
- Des infolettres de la Délégation à la Sécurité Routière sur le droit de l’immatriculation
- **Une Hotline au 08 11 10 04 20**

**Exemples de questions / réponses** :

*Que faire si le titulaire du certificat d’immatriculation n’est pas titulaire d’un permis de conduire ?*

*En tant que professionnel habilité puis-je transmettre le certificat d’immatriculation à l’occasion de la vente d’un véhicule d’occasion que j’ai acquis ?...*

*Je suis professionnel habilité, comment puis-je traiter les opérations ne pouvant être réalisées par interface professionnelle ?...*

*En tant que professionnel habilité, ai-je une obligation de vérifier que le véhicule sera assuré et de conserver l’attestation d’assurance ?...*

**Autre question posée directement par notre service juridique au ministère en septembre** :

*La justification du permis de conduire concerne-t-elle les remorques et donc les caravanes dans la mesure où le permis de conduire adéquat ne dépend pas de la remorque mais du véhicule tracteur ?*

Retrouvez toutes les réponses à ces questions, nos conseils et le détail de la nouvelle réglementation ainsi que nos tutoriels, informations et modèles téléchargeables aux adresses suivantes\* :

<http://www.la-dica.com/Newsletter/2017/11/16/index.html>

<http://www.la-dica.com/Newsletter/2017/11/08/index.html>

<http://www.la-dica.com/Newsletter/2017/08/28/index.html>



### ETES-VOUS INFORMES DE VOTRE OBLIGATION DE DECLARER LE BENEFICIAIRE EFFECTIF DE VOTRE SOCIETE ?...

Vous devez dorénavant déposer **en annexe du RCS un document relatif au(x) bénéficiaire(s) effectif(s)**.

**Sont concernés** : les sociétés commerciales, les sociétés civiles, les G.I.E, les associations immatriculées au RCS, les organismes de placement collectif :

- Depuis le 1<sup>er</sup> août pour les nouvelles sociétés ;
- Avant le 1<sup>er</sup> avril 2018 pour les sociétés existantes.

**Doivent être renseignées sur le formulaire dédié** :

- L'identification de l'entreprise ;
- Les mentions relatives au(x) bénéficiaire(s) effectif (s) et les modalités de contrôle sur l'entité.

**Des sanctions** sont applicables : pouvant aller jusqu'à 7500 € et 6 mois d'emprisonnement.

### QUELQUES POINTS A VENIR EN 2018 :

#### LES DONNEES PERSONNELLES A L'HORIZON 2018

Le 25 mai 2018, le règlement européen sur la protection des données personnelles sera applicable.

La nouvelle réglementation **poursuit deux objectifs** :

##### 1. Renforcer les droits des personnes

On notera ainsi :

Une information systématique de vos clients lors de l'usage de leurs données et en principe leur accord sans ambiguïté pour leur traitement, et une possibilité pour eux de s'y opposer. Une charge de la preuve du consentement qui vous incombera.

##### 2. Responsabiliser les acteurs traitant des données (responsables de traitement et sous-traitants)

Vous devrez ainsi :

- Veiller à limiter la quantité de données traitées dès le départ (principe dit de « minimisation »)
- Mettre en place des mesures de protection des données appropriées et démontrer cette conformité à tout moment..
- Notifier à l'autorité de protection toute violation des données dans les 72 heures.

Des sanctions administratives importantes (avertissement, mise en demeure, suspension du flux des données...) et des amendes pouvant aller de 2 à 4 % du CA annuel mondial pourront être prononcées en cas de non-respect de la réglementation.

#### Rappel

**TOUS NOS DOCUMENTS COMMERCIAUX SONT EN VENTE SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE !**

**Bons de Commande, Contrats de Location, Bons de Livraison, États des lieux « spécial location », Panneaux d'affichages obligatoires...**

Rendez-vous sur **www.dica-print.fr**  
Réservé exclusivement aux adhérents !

Nous vous invitons à visiter le site de la CNIL et notamment son information intitulée « **règlement européen 6 étapes pour se préparer** ».

A noter que contrairement à ce qu'il se dit, il ne sera obligatoire de désigner un délégué que pour certaines entreprises.

Cependant, compte tenu de la complexité de la réglementation, il peut être utile voire nécessaire d'identifier au sein de votre entreprise une personne pour piloter la gouvernance des données personnelles de votre structure et qui exercera une mission d'information, de conseil et de contrôle en interne.

Une minute juridique plus complète sur le sujet sera prochainement diffusée auprès de nos adhérents.

### LE CONTROLE TECHNIQUE A L'HORIZON 2018

Le contrôle technique va **évoluer à compter du 20 mai 2018**.

Cela fait suite à une harmonisation du contrôle au niveau européen.

Les grandes lignes :

● **Les interprétations des résultats de visite des véhicules de moins de 3,5t, passeront de 2 à 3**

- **Les défaillances mineures** sans besoin de contre-visite

- **Les défaillances majeures** à corriger sous deux mois

- **Les défaillances critiques** à corriger sous 24 heures puis une interdiction de circuler si le nécessaire n'est pas fait.

**Exemple de défaillances critiques** : impact de plus de 50 mm sur le pare-brise, profondeur des structures des pneus non conformes aux exigences, point d'ancrage des ceintures de sécurité gravement détériorés, fuite excessive de liquide autre que l'eau susceptibles de porter atteinte à l'environnement ou constituant un risque pour les autres usagers de la route et à ce titre une fuite des eaux usagées (*nous attendons une confirmation sur ce dernier point cependant*).

● **9 fonctions seront testées** : Identification, freinage, direction, visibilité, feux/dispositifs réfléchissants et équipements électriques, essieux/roues/pneus/suspension, châssis et accessoires du châssis, autre matériel, nuisance.

● **Le nombre des points de contrôle passera de 123 à 131 et des défauts de 411 à 599.**

Vous retrouverez sur le site de l'UTAC l'organisme Technique Central du contrôle technique des véhicules les instructions techniques pour les neuf fonctions testées.

Une minute juridique plus complète sur le sujet sera également prochainement diffusée auprès de nos adhérents.

**Un petit rappel** : depuis le 24 février 2017, la périodicité des CT pour les CC de plus de 3,5 t est de 4-2-2 ans équivalente aux camping-cars de moins de 3,5 t.